

Le chef de l'opposition officielle (M. Clark) a donné une entrevue à Radio-Canada en fin de semaine. J'ai devant moi la transcription de ses propos. Là encore, il est tout à fait clair que le parti conservateur n'a jamais considéré Petro-Canada comme l'instrument d'une politique en matière d'énergie au Canada, et il n'a toujours pas changé d'avis sur ce point.

**M. Lawrence:** Vous avez parfaitement raison.

**M. Gillespie:** Encore une fois le député de Northumberland-Durham confirme que le parti conservateur ne comprend pas et n'a pas compris que le Canada a besoin d'un instrument en matière de politique énergétique.

**M. Lawrence:** Non, non.

**M. Gillespie:** L'opposition officielle n'a pas su reconnaître que notre industrie est largement dominée par des intérêts étrangers, jusqu'à concurrence de 90 p. 100 et même davantage; que les décisions en matière de prospection et de développement sont prises par des sociétés dont les sièges sociaux sont situés à l'étranger et dont les priorités sont établies à l'étranger, pour d'excellentes raisons mais pas toujours dans l'intérêt des Canadiens.

● (1630)

Je ne prétends pas que les sociétés multinationales et les compagnies étrangères du Canada ne nous ont jamais rien apporté, car je suis certain du contraire, et c'est encore plus vrai depuis l'instauration de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger, car elles doivent maintenant prouver qu'elles apportent des avantages appréciables au Canada, en fonction de certains critères. Si ces sociétés sont plus nombreuses à reconnaître qu'elles doivent suivre les principes régissant les affaires internationales, surtout celles qui ne sont pas soumises à l'examen de l'AEIE mais qui sont établies au Canada et qui font des efforts pour bien se comporter, et si elles suivent ces directives, le Canada s'en trouvera beaucoup mieux.

Néanmoins, il ne suffit pas que les sociétés en question affirment suivre ces principes. A notre avis, ce genre d'industrie où il y a une telle mainmise étrangère, une industrie aussi stratégique à tous les points de vue que l'industrie pétrolière, nous oblige à avoir un instrument politique efficace et une société d'Etat pour faire respecter nos priorités.

Selon nous, le Canada a besoin d'un instrument d'intervention au cas où une société multinationale agirait arbitrairement contre les intérêts du Canada, comme Exxon l'a fait l'autre jour en détournant du pétrole qui nous était destiné. Nous estimons avoir besoin d'un instrument pour montrer que le pétrole lourd de l'Ouest représente une priorité pour le Canada.

Nous sommes prêts à accorder des stimulants fiscaux aux sociétés, comme nous l'avons fait d'ailleurs, mais nous ne pensons pas que ce soit suffisant. A notre avis, cela ne suffira pas à faire comprendre aux sociétés l'urgence de nos priorités. Néanmoins, le chef de l'opposition a déclaré que la politique fiscale pouvait tout régler. Il a dit fort clairement qu'il insisterait avant tout sur la politique fiscale, et qu'il serait prêt à accorder davantage de concessions aux compagnies pétrolières.

### *Les approvisionnements d'énergie*

Voilà les questions dont nous discuterons au cours des semaines à venir, mais de toute évidence, l'opposition officielle et le gouvernement ne sont pas d'accord là-dessus. Si je lis les déclarations du chef de l'opposition, je constate qu'il a dit que «Petro-Canada a coûté très cher aux Canadiens et qu'elle ne nous a apporté pratiquement rien de plus». Voilà les paroles qu'il a prononcées publiquement: «Petro-Canada ne nous a apporté pratiquement rien de plus».

Voilà une déclaration incroyable; quelle confession incroyable de la part d'un homme qui espère gouverner le pays. C'est sans doute par ignorance qu'il a fait cette déclaration; il vient d'une région productrice d'énergie, mais il s'intéresse si peu à ces questions qu'il n'hésite pas à déclarer: «Petro-Canada ne nous a apporté pratiquement rien de plus».

Le chef de l'opposition ou les membres de l'opposition ont-ils pensé à l'affaire d'Exxon et à la façon dont ils l'auraient réglée? Ont-ils pensé au moyen ou à l'instrument de politique dont ils se seraient servis pour conclure une entente avec le Venezuela? Je ne les ai pas entendus en parler ni dire de quel instrument de politique ils se seraient servis. Je ne les ai guère entendus parler de la façon dont les multinationales ont établi une certaine priorité pour la mise en valeur des pétroles lourds dans l'ouest du Canada. Cela ne fait aucun doute. Le chef de l'opposition n'a jamais dit que les pétroles lourds de l'ouest du Canada sont importants ou qu'il nous faut un instrument de politique qui nous permettrait d'en accélérer la mise en valeur au profit du Canada.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je suis certain que vous devez vous rendre compte où je veux en venir. Le ministre qui a la parole a présenté tantôt un avis de motion de clôture en disant que le gouvernement veut voir avancer cette mesure. Nous étudions actuellement un amendement très précis présenté à l'étape du rapport faisant de Petro-Canada le seul importateur de pétrole et de produits pétroliers dans une situation d'urgence. Il ne convient certes pas que le ministre fasse toutes sortes de digressions, repasse le débat de deuxième lecture ou anticipe le débat de troisième lecture. S'il a hâte d'en finir avec ce débat, pourquoi ne parle-t-il pas du sujet qui nous préoccupe, pourquoi ne parle-t-il pas de la motion?

**M. Gillespie:** Monsieur l'Orateur, j'ai pratiquement terminé mes remarques. Je pense qu'il est important de discuter du rôle de Petro-Canada, puisque c'est le sujet de cet amendement. Comme l'a dit le député, l'amendement ferait de Petro-Canada le seul importateur de pétrole étranger. Je pense que tous ceux qui ont suivi le débat reconnaîtront que Petro-Canada représente un instrument de politique très important pour tout gouvernement. Je crois qu'un de ses rôles devrait être d'importer du pétrole étranger. C'était très clair à la lumière des mesures que nous avons déjà prises pour nous assurer que Petro-Canada deviendra en fait un importateur important qui nous assurera ainsi plus de sécurité dans le domaine de l'énergie.